Conférence d'Alger : l'après-loi sanitaire

Compte Test - 2019-12-08 20:18:15 - Vu sur pharmacie.ma

Le rideau vient de tomber sur la Conférence internationale qui a eu lieu le 2 décembre 2019 à Alger sous le thème «Stratégie de développement du secteur pharmaceutique». Le choix du thème n'est pas fortuit puisque l'Algérie ambitionne de devenir un des acteurs majeurs de l'industrie pharmaceutique sur le continent africain. «L'Algérie dispose d'une Agence nationale des produits pharmaceutiques et d'un laboratoire de contrôle des produits pharmaceutiques. Elle dispose aussi d'un pôle universitaire et connaît l'émergence d'une vraie industrie pharmaceutique avec 80 établissements pharmaceutiques. Il est temps de s'orienter vers la recherche scientifique et vers l'exportation des médicaments», a indiqué le Dr Lotfi Benbahmed dans l'allocution qu'il a prononcée lors de la séance inaugurale de cette rencontre organisée par le Conseil de l'Ordre des pharmaciens d'Alger. Pour atteindre les objectifs qu'elle s'est assignés, l'Algérie ne peut faire l'économie d'une vraie politique pharmaceutique permettant, entre autres, un accès aux médicaments, y compris les plus innovants. Pour animer les différentes sessions programmées lors de la Conférence internationale, le Comité d'organisation a fait appel à de nombreux experts qui ont passé en revue les différentes stratégies à même de contribuer au développement de l'industrie pharmaceutique et permettre la mise en place d'une politique pharmaceutique en phase avec les aspirations de l'Algérie en la matière. «Notre filiale est encore jeune et perfectible, mais dont les résultats apparaissent à tout égard comme très satisfaisants», a indiqué M. Abdelwahed Kerrar, président de l'Union nationale des opérateurs en pharmacie (UNOP). Selon ce dernier, la production pharmaceutique algérienne a connu une forte croissance lors des dix dernières années. Elle est passée de 470 millions de dollars en 2008 à 2 milliards de dollars en 2018. Quant à la part de valeur de la fabrication locale, elle est passée de 25 à 52% sur un marché qui est en constante croissance. Cette production locale a contribué à baisser fortement le prix des médicaments en Algérie et à maintenir l'équilibre des caisses d'assurance maladies. «Ce résultat a été obtenu grâce à la politique avisée des autorités publiques qui a lié l'activité d'importation à l'investissement, au pari fait par de nombreux investisseurs nationaux qui se sont engagés dans des investissements de haute technologie et aux spécificités du marché algérien qui est estimé à 4 milliards de dollars», a ajouté M. Kerrar. La jeune industrie algérienne est cependant confrontée à un défi de taille qui est d'arriver à se maintenir et de pérenniser sa croissance et son développement. Ceci ne peut être garanti, selon le président de l'UNOP, en l'absence d'un cadre réglementaire efficient et une Agence du médicament dotée de ressources humaines et financières suffisantes. Le président de l'UNOP a également indiqué que la politique de fixation des prix des médicaments est un élément clef dans toute politique pharmaceutique. L'approche strictement «comptable» qui est souvent de mise est inappropriée, car elle ne prend nullement en considération les lourds investissements des industriels. Il a conclu son intervention en évoquant la mise en place d'une zone d'échanges africaine, et les défis qui se dressent devant les pays africains pour réduire le déficit commercial en médicaments qui a avoisiné quelque 14 milliards de dollars en 2018.

>

En plus de cette session dédiée à l'industrie, les organisateurs de la Conférence internationale ont prévu quatre autres sessions. Deux sessions concernant la pharmacie d'officine : «Nouvelles missions du pharmacien d'officine et éducation thérapeutique» et la réglementation sur les psychotropes. Deux autres sessions ont été consacrées à la biologie clinique et à la pharmacie hospitalière, deux secteurs en pleine mutation qui nécessitent un accompagnement, et une révision du cadre juridique pour limiter les dépassements et répondre aux attentes des patients. «Les différentes communications programmées vont permettre un partage d'expériences avec nos confrères à travers le monde et nous renseigneront sur le positionnement actuel de notre secteur d'activités tout en mettant en avant d'excellentes opportunités qui peuvent s'offrir à nous», a indiqué le Dr Abelkrim Touahria, président du Conseil de l'Ordre des pharmaciens d'Alger. Il a également fait part à l'assistance des contraintes auxquelles le pharmacien doit quotidiennement faire face notamment les ruptures récurrentes de stock, la réglementation inadaptée, la lenteur administrative, etc. «Notre pays s'est doté d'une nouvelle loi sanitaire le 2 juillet 2018 et le Conseil de l'Ordre est fier d'avoir porté les propositions communes de l'ensemble de la profession ayant contribué à une loi cohérente et résolument moderne», a déclaré de son côté le Dr Lotfi Benbahmed.En marge de cette Conférence, l'Inter-Ordre des pharmaciens africains, qui est actuellement présidé par Dr Lotfi Benbahmed, a tenu une session qui a été à l'origine de «l'Appel de l'Alger» qui a été signé lors de la Conférence internationale. Cet appel est une initiative qui a pour objectif d'inciter les décideurs africains à œuvrer pour que tous les pays d'Afrique ratifient le traité portant création de l'Agence africaine du médicament, cadre essentiel pour améliorer l'accès aux médicaments de qualité à tous les habitants du continent.